

RICHESSSE(S), BONHEUR :
Quels indicateurs pour inventer demain ?

Colloque international sur les indicateurs du BIEN VIVRE



GRENOBLE

6 - 7 - 8
JUN 2018

DOMAINE
UNIVERSITAIRE

APPEL À COMMUNICATION SCIENTIFIQUE

DÉLAIS DE RÉCEPTION DES PROPOSITIONS : 16 FÉVRIER 2018

<https://www.pacte-grenoble.fr/appel-colloque-bien-vivre>



Ce colloque est organisé dans le cadre du Forum International pour Le Bien Vivre



Univ. Grenoble Alpes
Université de l'innovation



FAIR
Forum pour
d'Autres
Indicateurs de
Richesse

Contexte

Le forum Forum International pour le Bien Viure est organisé par la Communauté Université Grenoble Alpes avec différents partenaires représentant les collectivités locales (Grenoble Alpes Métropole et la ville de Grenoble) et plusieurs ONG (Terre Solidaire, Forum pour d'Autres Indicateurs de Richesse, etc.). Il s'inscrit dans la suite du programme d'études réalisé entre 2011 et 2015 pour la métropole grenobloise en vue de définir de nouveaux indicateurs pour l'orientation et l'évaluation des politiques publiques sur son territoire (IBEST : Indicateurs pour un Bien-Être Soutenable et Territorialisé). L'organisation tripartite du forum traduit l'intérêt des différents partenaires non seulement pour la valorisation des travaux déjà effectués, mais aussi pour la poursuite d'une réflexion prospective destinée à promouvoir un développement social et économique durable des sociétés contemporaines. Plusieurs forums ont déjà eu lieu sur ce thème en Asie (Bhoutan, Thaïlande) et en Amérique (Nouvelle-Écosse), mais celui qui aura lieu en 2018 à Grenoble sera le premier du genre en Europe.

Le forum prévoit des moments de mise en commun d'expériences, de données et de réflexions entre les différents participants (universitaires, politiques et acteurs des mouvements sociaux). **Il accueille également un colloque scientifique international et pluridisciplinaire, organisé par l'Université Grenoble Alpes et le laboratoire de sciences sociales Pacte, qui s'adresse à tous les chercheurs portant un intérêt d'ordre théorique, méthodologique ou empirique à la question du développement humain et de ses indicateurs, au-delà des sciences de l'homme et de la société : biologie, sciences médicales, sciences de l'ingénierie, sciences de la terre, écologie, etc.** L'argument du colloque scientifique pourrait s'articuler autour de cinq points :

1

Le concept

Si une réflexion critique sur l'objectif de la croissance économique et sur l'usage du PIB progresse depuis une trentaine d'années, elle s'est accompagnée d'un certain flou conceptuel. Le développement humain (PNUD), le bonheur national brut (Bhoutan), le vivre-mieux (OCDE) ou le mieux-vivre (Canada), le bien-vivre (Bolivie, Equateur) sont quelques-unes des notions parmi les plus fréquemment employées pour désigner une alternative à la richesse monétaire. En soi, cette « effervescence sémantique » ne contribue probablement pas beaucoup à la clarté des débats sur les nouveaux indicateurs, mais la question s'obscurcit davantage encore quand on envisage le sens que ces concepts, notions ou catégories peuvent avoir dans d'autres disciplines scientifiques. Le bien-être, par exemple, ne recouvre pas exactement la même signification en médecine, en psychologie, ou en socio-économie.

2

Les méthodes

La réflexion sur les indicateurs du développement s'est empiriquement traduite par la multiplication d'expériences visant à mettre en place, à différentes échelles, de nouveaux instruments de mesure et nombreux sont désormais les pays, les régions et les métropoles qui mettent en place, à titre complémentaire ou alternatif, de nouveaux indicateurs. Certaines institutions ou entreprises développent désormais également des outils comparables en direction de leurs personnels et/ou de leurs usagers ou clients.

Chaque expérimentation possède sa propre cohérence et met en œuvre des méthodes différentes des autres si l'on considère : la nature et le nombre des dimensions retenues pour appréhender le bien-vivre (ou le bonheur, ou bien-être, etc.). Certaines débouchent sur un indicateur et d'autres établissent un tableau de bord. Les unes s'appuient sur les données des statistiques publiques, les autres en intègrent d'autres issues d'enquêtes ad hoc, etc. Des problèmes similaires s'observent également dans d'autres aires disciplinaires. Il n'y a ainsi pas de consensus les indicateurs (biomarqueurs) permettant de « signer » le bien-être (et/ou l'être-malade) et plusieurs modèles sont en concurrence, en psychologie, pour évaluer le bien-être en famille, au travail, etc.

La multiplicité de ces méthodes rend pour le moins difficile toute comparaison entre territoires ou niveaux d'approche. Dans quelles conditions serait-il dès lors possible de faire converger, au moins, ces méthodes ? Cela est-il seulement souhaitable ? On peut pourtant penser qu'une meilleure coordination des approches pourrait permettre d'éviter qu'une mesure bonne pour le bien-vivre, à l'échelle d'un territoire (ou niveau d'approche), puisse avoir des effets négatifs dans un autre. Les outils de représentation multiscalaire, proposés par la géomatique par exemple, pourraient être à cet égard extrêmement utiles.

moderne. Les concepts, provenant d'autres cultures (sumak kawsay en Quetchua ou Ubuntu en Bantou, par exemple) soulignent peut-être mieux l'interdépendance de la relation entre l'individu et ses collectifs ; le singulier et le commun, sinon l'universel ; la nature et la culture. Leur émergence dans les débats contemporains portant sur les conditions du développement pourrait être l'opportunité, non seulement de redécouvrir d'autres pans de la pensée occidentale qui mettent également l'accent sur la dimension fondatrice de la relation, mais aussi de participer à la fondation d'un paradigme pour saisir la complexité du bien-vivre.

3

La participation

De nombreuses expérimentations visant la mise en place de nouveaux indicateurs prévoient désormais un volet impliquant sur la participation des habitants. Il ne s'agit alors peut-être pas seulement de prendre une précaution méthodologique supplémentaire pour valider les indicateurs, mais bien d'une façon d'atteindre un de leurs objectifs. La participation sociale peut en effet être envisagée comme une condition du bien-être : au moins dans la mesure où elle contribue à renforcer le pouvoir d'agir et les capacités des individus et des collectifs.

La participation est désormais aussi la pierre angulaire d'interventions médicales orientées vers la prévention et/ou les traitements non médicamenteux : non seulement pour obtenir des effets sur la santé à plus long terme, mais pour obtenir des changements durables dans les conditions de vie. La psychologie positive, de son côté, encourage aussi le développement d'un certain « pouvoir d'agir » des individus et collectifs : moins dans le but de les adapter que, a contrario, de les affranchir des contraintes structurelles.

La relation entre « indicateurs » et « participation » mérite toutefois aussi d'être interrogée à l'aune des effets de structuration qui affectent cette dernière, ne seraient-ce que par les « biais participatifs » usuels. En outre, une fois les indicateurs élaborés ou sélectionnés que devient la participation ? Enfin, le passage de phases délibératives à une mise en nombre ne fait-elle pas perdre le sens initial des démarches ? Quel rôle les technologies, enfin, peuvent-elles jouer dans la mobilisation des habitants ?

4

L'action

Au fond, si les indicateurs proposent une nouvelle « image » de la réalité sociale et économique, leur élaboration peut donc aussi supposer une nouvelle « économie » du pouvoir dans la relation des institutions avec leurs habitants, salariés, ou usagers.

De nombreuses expériences peinent toutefois à réaliser une transition complète de la connaissance vers une action réellement transformatrice. Dans quelles conditions de nouveaux indicateurs peuvent-ils renouveler efficacement les modes d'action individuels, collectifs et institutionnels ? Quels types de réponses sont associés à l'identification des besoins sociaux et environnementaux mis au jour par ces indicateurs ?

Mais la question porte aussi sur le sens même de cette action. Des politiques du bonheur ont vu le jour à partir du XVIIIe siècle, notamment à travers à partir de textes constitutionnels. Mais les dérivés de l'utilitarisme ont largement contribué à objectiver le bonheur. Comment une action renouvelée en faveur du bien-vivre peut-elle désormais éviter le nouvel utilitarisme qui sous-tend l'économie du bonheur et le scientisme qui découle de certaines approches de neuroscience (particulièrement en neuroéconomie).

La contribution de la recherche au bien-vivre

Enfin, un dernier axe possible de débat porte sur la propre situation de la recherche dans ce contexte, autant en sciences sociales que dans d'autres domaines.

L'évaluation de la recherche repose désormais en grande partie sur des indicateurs dont on peut penser qu'ils procèdent à une réduction comparable à celle du PIB dans le domaine de l'activité économique. On peut alors se demander s'il ne conviendrait pas aussi de réfléchir à de nouveaux indicateurs permettant d'évaluer, d'une autre façon, la contribution effective du développement de la recherche à celui des territoires et au bien-vivre des populations.

Or si le monde académique est largement outillé et sensibilisé s'agissant de la qualité scientifique proprement dite, et si les acteurs institutionnels et socio-économiques ont depuis longtemps œuvré à l'élaboration d'indicateurs en matière de transfert et de valorisation de la recherche, force est de constater que la prise en compte de la contribution d'un projet de recherche au bien-vivre est largement ignoré, du fait du manque d'un référentiel sans doute. Le forum réunissant à la fois les pouvoirs publics et des représentants de la société civile, il est peut-être aussi l'occasion pertinente de discuter de la valeur de la recherche du point de vue des milieux dans lesquels et par lesquels elle se développe.

COMITÉ SCIENTIFIQUE :

Céline Baeyens, psychologie, LIP/PC2S
(EA 4145), SFR Santé Société, UGA ;

Nicolas Buclet, économie, PACTE (UMR 5194), UGA ;

Isabelle Cassiers, économie, UC Louvain ;

Patrick Criqui, économie, GAEL
(5313, 1215) CNRS-INRA ;

Gregoire Feyt, géographie, PACTE (UMR 5194), UGA ;

Catherine Gucher, sociologie, PACTE
(UMR 5194), SFR Santé Société, UGA ;

Elsa Guillaud, sciences politiques,
PACTE (UMR 5194), IEP/UGA ;

Pierre Hily-Blant, astrophysique,
IPAG (UMR 5274), UGA ;

Bruno Lamotte, économie, CREG (EA 4625), UGA ;

Pierre Le Quéau, sociologie,
PACTE (UMR 5194), UGA ;

Christophe Moinard, pharmacie,
LBFA / Inserm U1055 ;

Fiona Ottaviani, économie, CREG
(EA 4625), GEM/UGA ;

Christophe Pison, médecine, CHU, UGA ;

Michel Renault, économie, CREM
(UMR 6211), Rennes ;

Karen Scott, géographie, Exeter.

Rebecca Shankland, psychologie,
LIP/PC2S (EA 4145), UGA.

LANGUES

Les propositions peuvent être soumises en français, en anglais, en espagnol ou en portugais.

DATES DE SOUMISSION

16 février 2018 : soumission des propositions (3000 signes), avec un CV court (1 page).

1 mars 2018 : sélection des propositions.

Le format définitif des communications sera de 30 minutes.

CONTACT

pierre.le-queau@univ-grenoble-alpes.fr

Il est également possible de proposer une contribution pour le Forum :
<https://bienvivre2018.org/>

PARTICIPEZ AU 1^{ER} FORUM INTERNATIONAL POUR LE BIEN VIVRE !

**LES 6, 7 ET 8 JUIN 2018 SE TIENDRA, À GRENOBLE,
LE FORUM INTERNATIONAL POUR LE BIEN VIVRE.**

Ce forum est porté de manière collaborative par des collectivités locales (Grenoble-Alpes Métropole et la Ville de Grenoble), la communauté universitaire de Grenoble (COMUE et Université Grenoble-Alpes) et la société civile à travers le CCFD-Terre Solidaire et le collectif FAIR (Forum pour d'Autres Indicateurs de Richesses).

.....

**Le Forum international pour le Bien Vivre
sera centré sur :**

